



Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité

RAPPORT DE GESTION

2012

DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION



M. Marcel Zadi Kessy

Initiateur et membre du Comité de déontologie

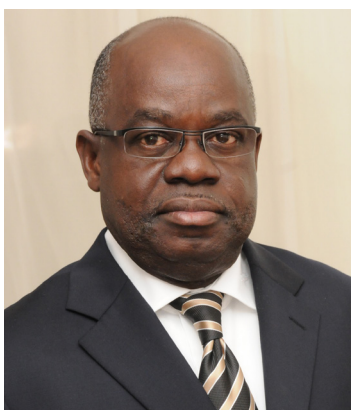
La création de la Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité est une grande satisfaction pour moi. C'est un rêve qui est devenu une réalité. Dans ma vision de l'entreprise et de la société, de façon générale, l'homme est au début et à la fin de tout. Dans la charte de nos deux sociétés, l'homme est la première valeur. C'est à juste titre. Je crois profondément que si l'homme est la première richesse de l'entreprise, il ne doit pas être laissé pour compte dans le partage des richesses que cette entreprise crée.

Le projet mutualiste est le prolongement naturel de la politique sociale volontariste que nous avons mise en œuvre dans nos sociétés et qui est l'expression de nos traditions communautaires de solidarité et d'entraide. A une époque où la pauvreté gagne du terrain, même parmi les salariés, il nous faut réorienter et donner plus d'ambition à cet élan de solidarité dans un cadre plus formel. J'ai toujours soutenu que la pauvreté n'est pas une fatalité. Il faut donc la combattre avec énergie et créativité.

Avec la Mutuelle, les collaborateurs de la SODECI, de la CIE, de GS2E et de CIPREL ont désormais entre leurs mains un instrument approprié pour sensibiliser les uns et les autres à cultiver le goût de l'épargne, emprunter sagement et rembourser dans les délais, investir dans les projets productifs et sociaux qui tiennent à cœur aux familles, créer les conditions pour permettre aux uns et aux autres de se prendre en charge sur le triple plan financier, économique et social.

Ma fierté sera d'autant plus grande que les sociétaires et les dirigeants de notre Mutuelle sauront créer, dans les années à venir, les conditions les meilleures, pour faire de cette jeune Institution de microfinance, une institution prospère au service du bien-être de nos collaborateurs. Les débuts sont prometteurs. J'ai grand espoir pour l'avenir.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'M. Z. K.', written in a cursive style.



M. Dominique Kakou
Président du Conseil d'Administration

La création de notre Mutuelle avait suscité beaucoup d'espoir, à juste titre. Au terme du troisième exercice, nous avons encore des raisons de croire en elle et d'en faire un réel instrument de lutte contre la pauvreté et de prise en charge économique et sociale des travailleurs de nos entreprises par eux-mêmes.

Ce troisième exercice coïncide avec la sortie d'une longue crise politique et militaire qui a eu de lourdes conséquences économiques et sociales sur toutes les populations ivoiriennes et sur nos mutualistes.

Il est dès lors urgent pour notre Mutuelle de faire preuve d'imagination et de créativité pour faire des offres variées et diversifiées susceptibles de les aider à combler le déficit économique et social de ces dernières années de crise. Il nous faut redoubler d'efforts et aller vite pour rattrapper le temps perdu.

Après trois ans d'exercice et après avoir bénéficié du soutien voire de la «*protection paternelle*» des entreprises partenaires que sont principalement la CIE et la SODECI à qui elle doit aussi son existence, MA2E peut maintenant voler de ses propres ailes, pour le bonheur de ses membres, son développement et sa pérennité.

lkh-181-

GENERALITES

Présentation synoptique de MA2E

	Dénomination de la structure	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité
1	Forme juridique	Mutuelle d'épargne et de crédit
2	Pays d'exercice	Côte d'Ivoire
3	Localité	District d'Abidjan
4	Dirigeant à contacter :	
5	Président du Conseil D'Administration	Nom : Dominique KAKOU Adresse : 12 BP 1210 Abidjan12 Contact : 21 23 35 72 / 06 41 81 81
	Gérant	Nom : KAUNAN Alexis Koffi Adresse : 12 BP 1210 Abidjan 12 Contact : 21 23 35 22 / 07 45 67 63/ 05 63 70 22
6	Nombre de caisse	1
7	Adhérents/Membres	5179
8	Assistance technique	CAGECFI/PLURIEX
9	Appui financier	FCP CIE et SODECI
10	N° d'Agrément	Arrêté N° 827/MEF/DGTCP/DM du 26/08/2009 N° 1-1.9/09-03
11	Partenaires	(Banques où sont domiciliés vos comptes) BACI et ECOBANK
12	Logiciel	PERFECT
13	E-mail	mutagent@cie.ci
14	Adresse	18 BP 1210 Abidjan 18 Tel 21 23 64 87
15	Volume de dépôt en cours	300 millions
16	Encours de crédits	1,066 milliards

I- INTRODUCTION

Le présent rapport est rédigé conformément à l'article 50 de la loi portant réglementation des SFD et de l'instruction N° 018-12-2010 de la BCEAO qui font obligation à la MA2E de produire un rapport annuel et des états financiers selon une forme préétablie.

II- CONTEXTE

Le contexte de l'exercice 2012 a été marqué par les faits suivants :

- la nomination d'un nouveau gérant à MA2E suite aux événements intervenus dans l'institution ;
- la mise en place d'un plan d'action pour régler définitivement le problème des états financiers non transmis à la tutelle notamment la mise en conformité du fonctionnement de MA2E par rapport à son statut juridique et la mise en conformité des états par rapport à la nouvelle ordonnance du 03 novembre 2011 ;
- le démarrage d'une étude stratégique pour le développement futur de la mutuelle dans la perspective du retrait de la subvention des sociétés membres ;
- la mise en œuvre des premières actions dans le cadre de la recherche de solution pour réaliser une opération immobilière pour les travailleurs du groupe. Dans cette opération, MA2E devrait jouer le rôle d'intermédiation financière qui devrait lui permettre d'avoir de nouveaux produits devant contribuer à réduire sa dépendance financière.

III- MISSION

MA2E a notamment pour objet :

- De collecter l'épargne de ses adhérents et de leur consentir du Crédit ;
- De favoriser la solidarité et la coopération entre les Partenaires ;
- De promouvoir l'éducation économique, sociale et coopérative de ses Partenaires ;

IV- CIBLE

La MA2E est un outil d'approfondissement de la politique sociale des sociétés du groupe FINAGESTION en Côte d'Ivoire. Elle s'adresse uniquement aux travailleurs de ces sociétés.

V- STATUT JURIDIQUE

La MA2E est une mutuelle d'épargne et de crédit régie par la loi réglementant les systèmes financiers décentralisés (SDF) notamment l'ordonnance N° 2011- 367 du 03 novembre 2011. De même, la MA2E a été agréée par Arrêté No 827 du 26 août 2009. sous le Numéro 1-1.9/09-03.

VI- ORGANISATION

Quatre organes et la gérance régissent le fonctionnement de la MA2E :

- l'Assemblée Générale(AG) composée par l'ensemble des sociétaires.
- Le Conseil d'Administration (CA) composé de 13 membres élus est chargé d'Administrer et de gérer la MA2E.
- le Comité de Crédit composé de 11 membres élus est chargé d'analyser et statuer sur les dossiers de crédits.
- le Conseil de Surveillance (CS) composé de 07 membres élus est chargé de contrôler la régularité de la gestion administrative, le Comité de Crédit, et le gérant conformément aux textes en vigueur.
- la gérance assure la gestion technique de la MA2E. Elle contrôle l'ensemble des activités de la caisse et veille à l'exécution des décisions des différents organes.

L'effectif actuel est composé d'agents CIE, SODECI et de CDD en instance d'embauche. L'objectif à fin juin 2013 sera de transférer tout le personnel à MA2E conformément aux recommandations du commissaire aux comptes et pour respecter l'autonomie de fonctionnement de la mutuelle.

Trois situations ont été notées en 2012 :

- La nomination d'un nouveau gérant en mai 2012 suite aux événements intervenus en mars 2012 ;
- La mise à disposition à CIE de deux collaborateurs à compter du 1^{er} décembre 2012. Il s'agit de Mme DEHIOUNOU Béatrice épouse KOUASSI (gestionnaire de crédit) et Monsieur KONAN Kouadio Daniel (Chauffeur Coursier) ;
- La réorganisation des groupes de gestion au niveau des gestionnaires de crédit pour tenir compte de l'effectif d'adhérents qui s'est accru et pour rééquilibrer ces groupes en vue d'une meilleure efficacité. Elle a débouché sur le recrutement d'une quatrième gestionnaire de crédit. Ainsi, les trois CDD (gestionnaires + chauffeur) sont prévus pour combler ces postes. Concernant le CDD RAF, l'embauche s'avère inéluctable pour prendre en compte le déploiement de nouvelles activités. Enfin, une caissière qui a été formée n'a pu être conservée. A ce jour, l'Assistante administrative assure la fonction de caissière. Nous attendons les conclusions de l'étude en cours pour décider de la création effective ou non de cette activité.

VII- LES PRODUITS

La MA2E, dans son fonctionnement, dispose de 3 produits essentiels à savoir :

VII.1- Les produits d'épargne

L'épargne simple. C'est la possibilité donnée aux membres de constituer des épargnes dont ils peuvent bénéficier à tout moment sur simple demande. L'épargne simple n'est pas rémunérée.

VII. 2- Les produits de crédit

L'épargne Emprunt (PEE). L'adhérent épargne pendant quatre mois minimum le montant de son choix. Au bout de la période, il peut solliciter un prêt égal à 3,5 fois le montant épargné au taux de 9% dégressif sur une période de remboursement de 24 mois maximum. Le montant de

l'épargne est remboursé au moment de la mise en place du prêt.

VII. 3 Le prêt exceptionnel (PEX)

D'un montant maximum d'un million, le prêt exceptionnel est accordé à la demande des adhérents qui sont tenus d'expliquer le caractère exceptionnel du problème avec des justificatifs. Le prêt est accordé au taux de 12% dégressif sur une durée de 12 mois maximum.

VIII- ACTIVITES MENEES

VIII-1-La consolidation de la mutuelle

VIII-1.1 Diagnostic de la structure

Le conseil d'Administration de la mutuelle a mené plusieurs actions dans le sens du diagnostic du fonctionnement de la mutuelle en vue de corriger les dysfonctionnements observés. Au bout de ces actions, le CA a décidé en sa séance du 09 mars 2012, de nommer un nouveau gérant en lui signifiant les missions spécifiques suivantes :

- régler les dysfonctionnements au niveau de la comptabilité en vue de produire les états financiers 2010, 2011 et 2012 ;
- mener une étude stratégique en vue d'un plan d'action pour le développement de la mutuelle dans la double perspective du retrait de la subvention des sociétés membres et du remboursement de l'emprunt auprès des FCP CIE et SODECI ;
- assurer le fonctionnement régulier des organes de la mutuelle.

Ces actions mises en œuvre ont abouti aux résultats suivants :

- les états financiers 2010 à 2012 ont été réalisés ;
- les organes de la mutuelle ont repris leurs activités (CA, comité de crédit, conseil de surveillance) ;
- le contrôle externe a mené plusieurs missions qui ont abouti à la certification des comptes.

VIII-1.2 Relations avec l'interprofessionnelle et la tutelle

MA2E, depuis 2010, est membre d'APSF-D-CI. Elle a régulièrement payé ses cotisations et n'a aucun retard dans ce domaine. A ce titre notre mutuelle a participé à l'AG mixte de l'APSF-D-CI en 2012.

Par contre les relations avec la tutelle n'ont pas été correctement suivies de sorte qu'à ce jour aucun état financier n'a été déposé. Notre institution court le risque d'une pénalité pour le retard accusé pour les années 2010 et 2011. L'objet immédiat est de pouvoir respecter les délais en 2013 pour éviter le risque d'un retrait d'agrément.

Le nouveau gérant a rendu une visite à Madame la Directrice de la Microfinance afin de se présenter et aussi pour l'informer des difficultés que traverse l'institution.

VIII-1.3 Relations avec l'environnement-

L'environnement de l'institution n'a pas fondamentalement changé en 2012. Les relations que MA2E entretenait avec les partenaires sont restées bonnes. Aucun conflit n'est à signaler. Par contre les différents audits ont révélé que les procédures de la mutuelle ne sont pas conformes à la nouvelle réglementation. Une adaptation de ces procédures est nécessaire et urgente. C'est pourquoi l'AG prochaine devra procéder à la révision des statuts et du règlement intérieur. Par rapport aux membres, la demande d'une opération immobilière est restée une forte préoccupation. Les actions entamées en fin d'année 2011 se sont poursuivies. Elles restent à être concrétisées pour véritablement sceller un lien affectif très fort entre la mutuelle et ses membres.

VIII.1.4 Le renouvellement des instances dirigeantes et la

révision des statuts et règlement intérieur

Les instances mises en place par l'AG constitutive de 2008 n'ont pas été renouvelées. On considère que ces membres ont débuté leurs activités en 2010, date de l'entrée en vigueur de l'agrément. Seulement, avec les nombreux départs, certains organes étaient devenus inopérants. En application de l'article 38 des statuts, une mise à niveau a été faite en attendant l'AG de validation des comptes de 2012 pour procéder au renouvellement en profondeur de ces organes.

VIII.1.5 Le contrôle interne et le fonctionnement des organes

L'activité de contrôle interne confiée au Conseil de surveillance n'a pas exécutée comme il se devait. Il en résulte que très peu de rapports ont pu être Le comité de déontologie est complètement démembré et doit être reconstitué. Dans l'ensemble, les organes n'ont pas fonctionné au rythme souhaité à l'exception du comité de crédit qui a tenu ses réunions même si le quorum n'était pas toujours atteint.

L'audit interne du groupe a, pour sa part, mené des missions d'accompagnement pour lever les réserves formulées par le commissaire aux comptes dans son rapport de recommandations concernant 2010 et 2011.

Pour avoir une activité de contrôle interne efficace, il nous faut embaucher un cadre pour organiser notre propre contrôle interne et ensuite organiser et suivre les missions de contrôles qui seront effectuées par le Conseil de surveillance et le commissaire aux comptes conformément au planning communiqué à la tutelle.

VIII.1.6- Le logiciel et le matériel informatique

La mise en production du logiciel PERFECT ne s'est pas faite dans des conditions optimales en 2011. Cette situation a engendré de nombreux cas d'anomalies (rejets au moment de la prise en compte des importations). La conséquence est que le taux de portefeuille à risque (PAR) était de 31,30% au 31 décembre 2011 est passé à 0,50% au 31 décembre 2012. Par ailleurs pour optimiser la gestion de l'institution, nous avons procédé à l'acquisition du module budget de PERFECT. Désormais, la saisie et le suivi du budget sont faits dans le logiciel.

VIII.1.7- Le recrutement

Le recrutement effectué en 2012 reste celui du nouveau gérant en remplacement de l'ancienne. Mais quatre nouveaux collaborateurs sont en formation en vue d'un recrutement :

- un responsable Administratif et financier ;
- deux gestionnaires de crédit pour porter le nombre à quatre (au lieu de trois) pour un effectif à gérer de six mille adhérents contre quatre mille à la création de MA2E ;
- un chauffeur-coursier en remplacement de celui qui a été mis à la disposition de CIE.

Dans le cadre de l'étude en cours, il est prévu de faire une analyse sur le niveau des postes et voir l'adéquation Homme/poste en fonction des compétences identifiées.

VIII.1.8- La formation

Au cours de l'année 2012, la mutuelle a mené plusieurs actions de formations :

- Formation d'une caissière ;
- Formation de deux gestionnaires de crédits ;
- Formation sur la gestion des performances sociales ou gestion responsable des clients ;
- Formation sur la SMART CAMPAIN ou système de protection des clients.

Plusieurs autres formations sont prévues en 2013.

VIII.1.9- Risque majeur

MA2E est une institution dont les activités dépendent fortement des sociétés membres en termes de subventions pour le fonctionnement et d'équipement et d'appui financier pour assurer l'activité de crédit.

A ce jour, l'institution ne pourra pas fonctionner si une de ces situations est remise en cause. Il est important que MA2E cherche à se constituer une épargne suffisante pour remplacer l'emprunt FCP et augmente substantiellement ses produits pour ne plus dépendre des subventions.

VIII.1.10- Investissements

Au cours de l'année 2012, MA2E a bénéficié de la part des sociétés membres, d'une subvention d'investissement de 48 millions pour assurer son déménagement dans ces nouveaux locaux au plateau. Cette subvention, en dehors de l'aménagement, a permis de doter l'institution de nouveaux matériels et mobiliers. D'autres investissements (logiciel de paie, logiciel de gestion du budget) seront acquis en 2013.

VIII-2 Les activités

VIII-2-1 Formation du chiffre d'affaires

Tableau de synthèse de l'activité réalisée en 2012 par le comité de Crédit

Libelle	Nombre	Montant décaissé	Observations
Comités de crédits	30	1 733 729 500	
- dont PEE	1 388	1 202 081 500	Total des dossiers traités par le comité de crédit= 1567
- dont PEX	179	88 953 000	
- dont remboursement épargnes emprunt		442 695 000	Total remboursement épargnes = 618 018 000
Remboursement épargnes simples		175 323 000	
Total global payé		1 909 052 500	

Le comité de crédit a traité 1567 dossiers pour une valeur de prêts accordés de 1 291 034 500 francs. En plus des prêts, les remboursements d'épargne emprunt sont de 442 695 000 francs et les remboursements d'épargne simples sont de 175 323 000. Au total 618 018 000 francs d'épargne ont été remboursés.

Tableau de synthèse des produits générés depuis 2010

	Produits financiers DAT	Produits financiers des prêts	Autres produits	Quête part virée au résultat	Montant subvention	Total produits
Année 2010	68 426 103	85 549 368	243 000	2 354 214	141 275 589	297 848 274
Année 2011	61 360 217	85 317 330	459 000	5 750 936	130 872 895	283 760 378
Année 2012	61 999 512	101 475 751	2 065 272	13 177 172	110 824 967	289 542 674
Cumul	191 785 832	272 342 449	2 767 272	21 282 322	382 973 451	871 151 326
	22,02%	31,26%	0,32%	2,44%	43,96%	100%
	Total produits propres MA2E = 466 895 553		Total des subventions = 404 255 773			

Sur les trois années (2010 à 2012), l'institution a réalisé son meilleur chiffre d'affaire hors subvention en 2012 (163 millions de francs).

Cette situation s'explique par la prise en compte à bonne date des dossiers de crédits mis en place et par la correction des rejets observés au moment du traitement des importations.

VIII-2.2- Le recouvrement

La mutuelle n'a pas un problème de recouvrement puisque les sommes dues sont prélevées à la source et reversées par fichier électronique. Les sociétés membres paient directement sur notre compte, les sommes prélevées. Le problème constaté se situe à deux niveaux:

L'agent n'est pas prélevé pour une raison quelconque
Il s'agit soit d'un dysfonctionnement de la DRH de la société

concernée soit d'une anomalie relevant des agents de MA2E (dans ce cas le problème est réglé le mois suivant)

Il s'agit aussi d'agents licenciés qui n'ont pas de droits suffisants pour payer les sommes dues (une réflexion est en cours pour voir quelles garanties complémentaires prendre pour couvrir nos prêts)

L'agent est prélevé mais la mise à jour des comptes n'est pas faite correctement

Il s'agit essentiellement de dysfonctionnements au niveau des agents de la mutuelle ou au niveau des traitements informatiques.

Au cours de l'année 2012, les cas de dysfonctionnements dans le traitement des opérations (2010, 2011, 2012) ont été entièrement régularisés. Ce travail a nécessité deux missions de la société CAGECFI à Abidjan pour nous aider à traiter les situations qui nécessitaient une intervention sur le système.

Le résultat :

Le taux de portefeuille à risque (PAR) est passé de 31,30% en 2011 à 0,50% en 2012.

IX- OBJECTIFS

Les objectifs de l'année 2012 ont été traduits dans le budget établi à cet effet. Les données quantitatives sont les suivantes :

IX.1 Les adhésions et le taux de pénétration

ELEMENTS STATISTIQUES	Prévisions 2012					
	Effectif CIBLE	Adhérents cible	Actifs cible	% Adhésion	% Actif	Taux actifs/Cible
CIE	3 581	3510	3 345	98%	95%	93,40%
SODECI	1 749	1 714	1 628	98%	95%	93,09%
GS2E	46	46	46	100%	100%	100%
SIVE	85	83	83	98%	100%	98%
CIPREL	68	67	67	98%	100%	99%
TOTAL	5 529	5 420	5 169	98,03%	95,37%	93,49%

L'objectif fixé est d'atteindre 98% de taux d'adhésion et 93,49%

IX.2 Formation, information, sensibilisation

Concernant et les autres activités, les objectifs étaient de mener des missions de sensibilisation des adhérents et de formation des employés et des élus.

Le budget et l'état d'exécution sont présentés dans le chapitre résultats obtenus.

X RESULTATS OBTENUS 2012

X.1 - Les adhésions et le taux de pénétration

ELEMENTS STATISTIQUES	SITUATION AU 31/12/2012					
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif	Taux actifs/Cible
CIE	3 581	3 471	2 408	96,93%	69,37%	67,24%
SODECI	1 749	1 535	1 137	87,76%	74,07%	65,00%
GS2E	46	46	38	100,00%	82,61%	79,17%
SIVE	85	74	56	87,06%	75,68%	65,88%
CIPREL	68	53	25	77,94%	47,17%	36,76%
TOTAL	5 529	5 179	3 664	93,67%	70,75%	66,27%

Le taux d'adhésion global est de 93,67%. Mais on remarque que seulement 71% des adhérents participent effectivement aux activités de la mutuelle ce qui représente un taux d'adhérents actifs de 66,27 % par rapport à la cible globale.

X.2 Tableau de synthèse des objectifs et des réalisés au 31 décembre 2012 des principaux indicateurs.

	Prévu	Réalisé	Taux
Dépôt à plus d'un auprès des institutions financières	1 078 847 084	1 078 847 084	
Volume de l'épargne remboursée	500 000 000	618 018 000	#VALEUR!
Sociétariat (Nombre total de membres)	5 529	5 179	93,67%
Nombre de membres hommes	4 100	3 935	95,98%
Nombre de membres femmes	1 429	1 244	87,06%
Encours d'Epargnes	500 000 000	300 724 420	60,15%
Encours de crédit	1 000 000 000	1 164 643 141	116,40%
Taux de remboursement	100%	99,50%	0,50%

Le taux d'adhésion prévus de la création est 95% minimum. Si ce taux a été atteint ou dépassé à une certaine période, on remarque qu'il est en recul en 2012.

1- Les dépôts

La MA2E a enregistré au 31 décembre 2012 un dépôt global de 700 millions de francs. Par ailleurs le montant global des épargnes remboursées est de 618 millions dont 175 millions de remboursements d'épargnes simples et 442 millions de remboursements d'épargnes suite aux prêts. Au total, seulement 300 millions d'épargnes sont en cours. Cette situation montre la faible rétention de l'épargne qui ne permet pas à l'institution d'accroître ses capacités de prêts et d'envisager le remboursement de l'emprunt FCP.

2- Les crédits

Le volume de crédits octroyés en 2012 est de 1,291 milliard pour 1567 dossiers traités. L'encours de crédits au 31 décembre 2012 s'élève à 1 164 643 141 dont 1 031 000 francs de crédit en souffrance.

3-Taux de remboursement

Le taux de recouvrement sur crédit attendu en 2012 est de 100%. Le taux réel atteint est de 99,50% Ce qui dégage un taux d'impayés de 0,50%. Ce résultat est le fruit de plusieurs actions de correction menées par le personnel et les dirigeants en vue d'assainir le portefeuille de crédit pour une bonne performance de l'institution.

4- Le sociétariat

Au 31 décembre 2011, le nombre de membres était de 4 738. Au 31 décembre 2012, 5 179 membres sont enregistrés soit un taux de progression de 9,31%.

X.3 Le résultat d'exploitation

X.3.1 Formation du résultat 2012

Le résultat d'exploitation de la MA2E pour l'exercice 2012 dégage un excédent global de 25 653 367 FCFA. Ce résultat a été obtenu comme suit :

Charges	Montant	Produits	Montant
Charges financières	111 232 936	Produits de placement (DAT)	61 999 512
Charges diverses	55 905 534	Produits d'exploitation financière	101 475 751
Charges de personnel	83 160 931	Subvention d'exploitation	110 824 967
Charges d'amortissements	13 589 906	Autres produits	2 065 272
		Quote part virée au résultat	13 177 172
Total des charges	263 889 307	Total des produits	289 542 674
	EXCEDENT : 25 653 367		

L'année 2012 a été complète en termes de fonctionnement. Plusieurs chapitres de charges qui n'existaient pas ont été exécutés (loyer) de même que les charges de 2011 qui ont été comptabilisées en 2012. De plus on observe un léger recul de la subvention même si on note une bonne progression des produits financiers (s'explique par la saisie de tous les dossiers en attente).

Tableau de synthèse de la formation des résultats depuis 2010

Libelle	Charges			Libelle	Produits		
	2010	2011	2012		2010	2011	2012
Charges financières et intérêts bancaires	101 388 889	100 117 633	101 889 341	Produits de placement DAT	68 426 103	61 360 217	61 999 512
		0	9 343 595	Produits financiers sur prêts	85 792 368	85 317 330	101 475 751
Services extérieurs	17 669 000	15 073 400	20 920 519	Produits divers		459 000	2 065 272
Frais de personnel	95 361 329	88 650 895	83 160 931	Quote par virée au résultat	2 354 214	5 750 936	13 177 172
Autres services extérieurs	23 045 000	21 863 900	25 767 752	Subvention	141 275 589	130 872 895	110 824 967
Charges diverses d'exploitation	5 049 380	442 700	2 921 400				
Dotations aux amortissements	2 354 214	5 750 935	13 177 171				
Dotations aux provisions	0		412 735				
Impôts et taxes	4 200 260						
Charges exceptionnelles		3 500 000	2 500 000				
Sous totaux charges	249 068 072	236 741 463	263 877 307	Sous totaux produits	297 848 274	283 760 378	289 542 674
Résultat	48 780 202	47 018 915	25 665 367				
Totaux	297 848 274	283 760 378	289 542 674	Totaux généraux	297 848 274	283 760 378	289 542 674

On note :

- des frais bancaires assez importants en 2012 (9 millions) non prévus,
- une baisse sensible des subventions comptabilisées. Ce qui note que MA2E a supporté des charges sur fonds propres.

X.3.2 Tableau de synthèse des résultats depuis 2010

	Charges	Produits hors subvention	Résultat hors subvention	Montant subvention	Résultat avec subvention
Année 2010	249 068 072	154 218 471	-94 849 601	143 629 803	48 780 202
Année 2011	236 741 463	147 136 547	-89 604 916	136 623 831	47 018 915
Année 2012	263 889 307	165 540 535	-98 348 772	124 002 139	25 653 367
Cumul	749 698 842	466 895 553	-282 803 289	404 255 773	121 452 484

* résultat = Produits - charges

Ce tableau indique clairement que l'activité de MA2E est déficitaire (- 283 millions sur 3 ans) en dehors de la subvention.

Ce déficit s'explique principalement par le taux d'intérêt pratiqué. En effet à la création de l'institution, un emprunt de deux milliards a été contracté auprès des FCP de CIE et de SODECI à un taux d'intérêt linéaire de 5% l'an Il a aussi été convenu de « vendre » cet argent aux adhérents à travers les prêts (PEE ou PEX) à un taux d'intérêt linéaire de 9% an pour les PEE et de 12%an pour les PEX. L'objectif était de dégager une marge d'au moins 4% pour financer le fonctionnement de la mutuelle. En l'absence de remboursement de toute ou partie de cet emprunt, les frais financiers supportés s'élèvent à cent millions de francs par an. Or le taux réellement pratiqué à la mise en place des prêts se situe comme suit :

Tableau des intérêts avec le taux de 9% dégressif

Libellé	Capital	Taux en vigueur	Intérêt perçu	Taux réel pratique	Observations
PEE sur 1 an	1 000 000	9% dégressif	49 424	4,95%	Charges financières supportées = 50 000 francs
PEE sur 18 mois	1 000 000	9% dégressif	72 000	4,80%	Charges financières supportées = 75 000 francs
PEE sur 2 ans	1 000 000	9% dégressif	96 440	4,83%	Charges financières supportées = 100 000 francs
PEX sur 12 mois	1 000 000	12% dégressif	66 188	6,62%	Charges financières supportées = 50 000 francs

Dans ce cas, la marge est négative sauf pour les prêts exceptionnels.

Tableau des intérêts avec le taux de 9% linéaire prévu

Libellé	Capital	Taux en vigueur	Intérêt perçu	Taux réel pratique	Observations
PEE sur 1 an	1 000 000	9%	90 000	9%	Charges financières supportées = 50 000 francs
PEE sur 18 mois	1 000 000	9%	135 000	9%	Charges financières supportées = 75 000 francs
PEE sur 2 ans	1 000 000	9%	180 000	9%	Charges financières supportées = 100 000 francs
PEX sur 12 mois	1 000 000	12%	120 000	12%	Charges financières supportées = 50 000 francs

Les charges financières représentent 56% des produits générés (une marge de 44 %)

Tableau des intérêts avec un taux linéaire de 6%. (nouvelle hypothèse prévue dans le plan d'action 2013)

Libellé	Capital	Taux en vigueur	Intérêt perçu	Taux réel pratique	Observations
PEE sur 1 an	1 000 000	6%	60 000	6%	Charges financières supportées = 50 000 francs
PEE sur 18 mois	1 000 000	6%	90 000	6%	Charges financières supportées = 75 000 francs
PEE sur 2 ans	1 000 000	6%	120 000	6%	Charges financières supportées = 100 000 francs
PEX sur 12 mois	1 000 000	12%	120 000	12%	Charges financières supportées = 50 000 francs

Dans ce cas la charge financière représente environ 84% des produits générés (une marge de 16%)

X.3-3- Etat de l'exécution du budget 2012

Libelle	Libelle	Charges Comptabilisées	Budget actualisé	Solde du budget à fin Décembre 2012	Sous totaux réalisés	Sous totaux budget	Sous totaux Ecart
Frais financiers	Frais financiers	111 232 936	100 000 000	11 232 936	111 232 936	100 000 000	11 232 936
Charges de personnel	Charges de personnel	83 160 931	73 822 760	9 338 171	83 160 931	73 822 760	9 338 171
Variation de stock	Achats non stockés de fournitures	3 783 863	4 230 000	-446 137	3 783 863	4 230 000	-446 137
Impôts	Divers	12 000	0	12 000	12 000	0	12 000
Services extérieurs	Entretien et réparation	13 088 363	12 868 524	219 839			
	Frais de formation du personnel	160 000	3 384 000	-3 224 000			
	Loyers	7 272 000	7 272 000	0			
	Location de divers matériels	400 156	1 000 000	-599 844	20 920 519	24 524 524	-3 604 005
Autres services Extérieurs	Achats non stockés de fournitures	2 177 450	2 000 000	177 450			
	Assurance	0	1 000 000	-1 000 000			
	Déplacements, missions	2 601 310	6 100 000	-3 498 690			
	Frais postaux et téléphone	2 828 692	2 620 000	208 692			
	Publications	9 115 300	10 500 000	-1 384 700			
	Rémunération d'intermédiaires	9 045 000	9 780 000	-735 000	25 767 752	32 000 000	-6 232 248
Charges diverses d'exploitation	Déplacements, missions, restauration	502 500	700 000	-197 500			
	Charges Diverses d'exploitation	2 418 900	2 650 000	-231 100	2 921 400	3 350 000	-428 600
Amortissements et provisions	Amortissements	13 177 171	6 000 000	7 177 171			
	Amortissements	412 735		412 735	13 589 906	6 000 000	7 589 906
Charges except	Charges exceptionnelles	2 500 000		2 500 000	2 500 000	0	2 500 000
	Total général	263 889 307	243 927 284	19 962 023	263 889 307	243 927 284	19 962 023

X.3.4- Point sur le projet d'opération immobilière

La mutuelle n'a pas l'agrément pour mener une opération immobilière en tant que maître d'ouvrage. Notre rôle devra consister à servir d'intermédiaire financier entre les acquéreurs et les bénéficiaires. Au cours de l'année 2012, deux rapports de l'équipe projet ont été présentés au conseil d'administration.

Ce projet a été confié à MA2E pour trois raisons :

- organiser les apports des travailleurs dans les projets immobiliers pour éviter de se faire gruger ;

- fédérer l'ensemble des travailleurs du groupe (opération conçue pour tous les agents des sociétés membres) pour avoir des conditions financières plus souples ;
- créer une source de revenus pour MA2E dans son rôle d'intermédiation financière.

Après avoir discuté avec plusieurs promoteurs, nous sommes en phase de finalisation avec le seul groupe qui a accepté le principe de la location vente.

XI- DIFFICULTES MAJEURES DE L'EXERCICE 2012

Les conditions de la prise de fonction du nouveau gérant Le changement s'est fait dans des conditions difficiles liées à l'absence de l'ancienne gérante. Plusieurs dossiers n'ont pas été retrouvés, ce qui ne permet pas d'avoir une vue plus large de l'ensemble des problèmes.

La situation des comptes n'était pas à jour. Il a fallu refaire les travaux d'arrêté de 2010 et 2011 dans des conditions de tension très forte avec les partenaires et les collaborateurs. Le taux d'intérêt trop faible pratiqué ne permet pas de garantir une rentabilité de l'institution

Les relations avec CAGECFI (éditeur de PERFECT) ont été très délicates parce que les responsables ne se rendaient pas disponibles pour nous accompagner dans nos travaux. Cette situation s'est nettement améliorée.

La concurrence des banques : on note que plusieurs de nos clients préfèrent aller dans les banques pour avoir des crédits plus importants avec des durées de remboursement plus longues même si les taux d'intérêt sont plus élevés. En face, notre proposition de 4 200 000 maximum est prohibitive pour bon nombre d'entre eux parce que les mensualités (191 000 francs en 24 mois) ne sont pas accessibles au plus grand nombre de nos clients.

XII- PERSPECTIVES 2013

XII-1 Objectifs quantitatifs

ELEMENTS STATISTIQUES	SITUATION AU 31/12/2012					Taux actifs/ Cible
	CIBLE	Adhérents	Actifs	% Adhésion	% Actif	
CIE	3 940	3 822	3 631	97%	95%	92,16%
SODECI	1 924	1 828	1 773	95%	96,99%	92,15%
GS2E	46	46	46	100%	100%	100%
SIVE	85	85	85	100%	100%	100%
CIPREL	68	68	68	100%	100%	100%
TOTAL	6 063	5 849	5 603	96,47%	95,79%	92,41%

Notre objectif est de faire en sorte que 97% des travailleurs adhèrent à l'institution et que parmi eux 96% soient effectivement actifs.

L'impact de cette adhésion et de cette activité sera d'augmenter le volume d'épargnes et de prêts. En effet si nous devrions augmenter le volume de prêts, cela suppose que nous disposerons de plus de ressources. La meilleure source possible pour avoir des fonds disponibles sur une longue période et à moindre coût reste l'épargnes des membres. Nous allons accentuer notre action vers le personnel d'encadrement pour l'amener à augmenter son épargne. Une campagne générale de sensibilisation débutera avec la rentrée solennelle qui sera organisée...

XII-2 PLAN D'ACTION 2013

Libelle	Actions	Observations
Arrêtés comptables	Travaux 2010 et 2011	
	Production des états financiers périodique	Il s'agit d'être à jour dans la production des états financiers. A partir de juin
	Travaux 2012	2013 (production des états mensuels, trimestriels et annuels)
	Travaux 2013	
Réalisation du chiffre d'affaires	Suivi des ratios prudentiels	
	Recomposer les groupes de gestion en introduisant une 4 ^{ème} gestionnaire	Chaque gestionnaire sera jugée sur les points suivants :
	Fixer des objectifs à chaque gestionnaire sur la base d'un taux de croissance du chiffre d'affaire de 20%	1- le taux d'adhésion
		2- le taux d'impayés
Gouvernance de MA2E	Fiabiliser les encours de crédits et d'épargnes par la correction des dysfonctionnements identifiés	3- le taux d'augmentation du chiffre d'affaires
	Produire des relevés de compte aux adhérents	4- le taux de réclamations clients
	Réunion de service	Tenir trois réunions de services au moins par mois
	Audit interne	Organiser et suivre la mise en œuvre du programme d'audit communiqué à Direction de la Microfinance
Gouvernance de MA2E	Audit externe	Faire certifier les comptes par le commissaire aux comptes
	Rapports d'activité des organes	Organiser le fonctionnement optimum des comités
	Réunion du CA et AG	Organiser trois CA et deux AG
	Formation du personnel	Organiser des formations pour les agents (Gestionnaires et comptables)
Formation	Formation du gérant	Participer à la formation BOULDER 2013
	Formation des membres des organes	Organiser des formations pour les élus
Gestion Administrative	Recrutement	Recruter deux gestionnaires de crédit et un chauffeur
	Instauration d'une Indemnité d'utilisation de véhicule personnel (Gestionnaires+ comptable + Adm)	Juillet 2013 après l'AG
	Dossier à la DGI	Finaliser la déclaration de MA2E
	Dossier à la CNPI	Finaliser la déclaration de MA2E
	Acquisition d'un logiciel de GRH	Démarrage fin juin 2013
	Acquisition d'un logiciel de gestion budgétaire	Démarrage Mars 2013
Qualité	Mise à jour de toutes les procédures en vigueur et rédaction de procédures inexistantes.	Démarrage fin mai 2013
	Mise en place d'un tableau de bord	Démarrage fin mai 2013
	Définition d'indicateurs de performance	Démarrage fin mai 2013
	Mise à jour des procédures de gestion des crédits et des épargnes	Démarrage fin mai 2013
	Mise à jour des procédures comptables	Démarrage fin mai 2013
	Mise en place d'un tableau de bord	Démarrage fin mai 2013
Libelle	Actions	Observations
Opération immobilière	Rédaction et signature de la convention	Démarrage fin mai 2013
	Lancement et suivi des travaux	Démarrage fin mai 2013
	Recrutement d'un gestionnaire du projet immobilier.	Démarrage fin mai 2013
Image de marque	Rentrée solennelle MA2E pour célébrer les meilleurs adhérents (épargnes et crédits)	Juillet 2013 après l'AG
	Mise en place de la boutique MA2E	Juillet 2013 après l'AG
Missions	Tournée de sensibilisation et d'information	Juillet 2013 après l'AG
	Visites à la clientèle par les gestionnaires	mars-13

Le programme de formation va s'articuler autour des thèmes suivants :

- La gouvernance des IMF s'adressera aux membres des

organes (CA, CS, CC)

- Le nouveau référentiel comptable (concernera le personnel)
- Un séminaire de formation (personnel et élus) pour préparer la mise en œuvre des résolutions de l'étude en cours.
- La participation du gérant au forum de BOULDER à Turin du 13 juillet au 03 août 2013 ;

Toutes ces formations intégreront les nouveaux membres qui seront élus à la prochaine AG.

XII- 3 BUDGET 2013

Le budget qui découle du plan d'action se présente comme suit :

Natures et libelle	C CG	Réalisés 2012	Budget 2013	Libelle
Stock vendus	6112	0	5 000 000	Fournitures pour boutique MA2E
543 Carburant	61161	2 177 450	2 500 000	Carburant pour 2 véhicules
551 : Fournitures de bureau	61170	3 624 103	2 500 000	Fournitures de bureau
556 : Achat de postes téléphoniques			300 000	petites fournitures de bureau
559 : Fournitures diverses		159 760	450 000	Achat trois postes
558 : Consommation eau	611621	0	300 000	Diverses fournitures
561 : Loyers et charges locatives	62120	480 000	480 000	consommation eau
414 : Convention DSI matériel téléphonique	62120	7 272 000	14 544 000	Loyer +charges
583 : Location de matériel	62131	945 880	400 000	locatives
571 : Entretien bâtiments et matériels	62131		400 000	Mise à disposition téléphone
574 : Contrat d'entretien	62141	1 070 778	1 200 000	Location véhicule pour missions
571 : Entretien bâtiments et matériels		2 104 135	400 000	Petit entretien bâtiment
571 : Entretien bâtiments et matériels	62142		1 460 000	Entretien ménager contrat photocopieur
410 : Convention DSI	62143	5 047 919	520 000	Entretien du matériel
548: Entretien véhicule	62144	4 319 807	500 000	Mise à disposition matériel informatique
591 : Contrat de maintenance PERFECT	62145		5 050 000	Entretien Véhicule par SIVE
611 : Assurance responsabilité civile	62151		2 000 000	CAGECFI contrat d'assistance PERFECT
598 : Documentation	62162		1 500 000	Assurance Responsabilité civile
663 : Frais de formation	62171	160 000	300 000	Documentation
	62173		5 000 000	Formation externes du personnel
599 : Travaux divers	6218		1 000 000	Séminaire de formation des membres des organes
592 : Ingénierie conseil	62221	9 045 000	300 000	Travaux divers
			1 500 000	Cabinet d'assistance comptable
			10 000 000	Etude prospective MA2E
			4 500 000	Commissaire aux comptes
			1 000 000	Assistance pour étude opération immobilière
593 : Publicité, publications	62234	9 115 300	6 500 000	Publication diverses AG, CA, prospectus
653: Hébergement en CI	62261		300 000	Cadeaux divers fin d'année
654 : Hébergement à l'étranger	62261		2 500 000	Missions diverses en Côte d'Ivoire
	62261		1 950 000	Participation gérant au séminaire de formation boulder
	62261		1 600 000	Missions pour 2 personnes projet immobilier

Natures et libelle	C CG	Réalisés 2012	Budget 2013	Libelle
651: Transport en CI	62262	2 177 500	550 000	Transport personnel pour divers déplacements hors missions
652: Transport à l'étranger	62262		700 000	Participation gérant au congrès mondial de micro finance 2013
652: Transport à l'étranger			1 400 000	Mission pour 2 personnes projet immobilier
590: Réception		926 310	1 000 000	Séminaire et réunion divers

Poste	Actif	Montant brut	Amort./Prov.	Déc 2012	Déc 2011	Poste	Passif	Déc 2012	Déc 2011
A01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 210 023 578		1 210 023 578	1 382 670 498	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2 025 555 556	2 000 000 000
A10	Valeur en caisse	14 475		14 475					
A11	Billets et monnaies	14 475		14 475		F1A	Comptes ordinaires créditeurs		
A12	Comptes ordinaires débiteurs	125 008 302		125 008 302	298 345 846				
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	1 078 847 084		1 078 847 084	1 078 847 084	F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs		
A2H	Dépôts à terme constitués	1 078 847 084		1 078 847 084	1 078 847 084	F2B	Dépôts à terme reçus		
A2I	Dépôts de garantie constitués					F2C	Dépôts de garantie reçus		
A2J	Autres dépôts constitués					F2D	Autres dépôts reçus		
A3A	Comptes de prêts								
A3B	Prêts à moins d'un an					F3A	Comptes d'emprunts	2 000 000 000	2 000 000 000
A3C	Prêts à terme					F3E	Emprunts à moins d'un an		
A60	Créances rattachées	6 153 717		6 153 717	5 477 568	F3F	Emprunt à terme	2 000 000 000	2 000 000 000
A70	Prêts en souffrance								
	Prêts immobilisés					F50	Autres sommes dues aux institutions financières		
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus					F55	Ressources affectées		
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus					F60	Dettes rattachées	25 555 556	
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus								
B01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 165 674 979	412 735	1 165 262 244	938 658 298	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	300 724 420	181 241 167
B2D	Crédit à court terme	128 228 806		128 228 806	126 148 293	G10	Comptes ordinaires créditeurs		59 054 667
B2N	Comptes ordinaires					G15	Dépôts à terme reçus		
B30	Crédit à moyen terme	1 036 414 335		1 036 414 335	812 510 005	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	300 724 420	122 186 500
B40	Crédit à long terme								
B65	Créances rattachées					G30	Autres dépôts de garantie reçus		
B70	Crédits en souffrance	1 031 838	412 735	619 103		G35	Autres dépôts reçus		
	Crédit immobilisés					G60	Emprunts		
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 031 838	412 735	619 103					
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus					G70	Autres sommes dues		
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus					G90	Dettes rattachées		
C01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	167 911 367		167 911 367	58 894 717	H01	OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	22 144 554	32 471 000
						H10	Versements restant à effectuer		
C10	Titres de placement					H40	Créditeurs divers	11 244 554	28 971 000
C30	Comptes de stocks					H6A	Comptes d'ordre et divers	10 900 000	3 500 000
C31	Stocks de meuble					H6B	Comptes de liaison		
C32	Stocks de marchandises					H6C	Compte de régularisation-passif	10 900 000	3 500 000
C33	Stocks de fournitures					H6C	Comptes de différences de conversion		
C34	Autres stocks et assimilés					H6P	Comptes d'attente-passif		
C40	Débiteurs divers	167 911 367		167 911 367	52 556 014				
C55	Créance rattachées					K01	VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATION FINANCIERES		
						K20	Titres de participation		
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat								
C59	Valeurs à rejeter					L01	PROVISIONS, FONDS PROPRES ET ASSIMILES	254 909 130	191 494 868
C6A	Compte d'ordre et divers				6 338 703	L10	Subventions d'investissement	59 944 416	24 983 521
C6B	Comptes de liaison					L20	Fonds affectés		
C6C	Comptes de différence de conversion					L21	Fond de garantie		
C6G	Comptes de régularisation actif					L22	Fonds d'assurance		
C6Q	Comptes transitoires					L23	Fonds de bonification		
C6R	Comptes d'attente actif				6 338 703	L24	Fonds de sécurité		
						L25	Autres fonds		
D01	VALEURS IMMOBILISEES	81 418 791	21 282 320	60 136 471	24 983 522	L27	Fonds de crédit		
D1A	Immobilisations financières					L30	Provisions pour risques et charges		
D10	Prêts et titres subordonnés					L31	Provisions pour charges de retraite		
D1E	Titres de participation					L32	Provisions pour risque d'exécution des engagements par signature		
D1L	Titres d'investissement					L33	Autres provisions pour risques et charges		
D1S	Dépôts et cautionnements					L35	Provisions réglementées		
D23	Immobilisations en cours					L36	Provisions pour risques afférents aux opérations de crédits à moyen et long terme		
D24	Incorporelles					L37	Provisions spéciale de réévaluation		
D25	Corporelles					L41	Emprunt et titres émis subordonnés		
D30	Immobilisations d'exploitation	81 418 791	21 282 320	60 136 471	24 983 522	L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres émis subordonnés		
D31	Incorporelles	15 800 000	7 460 892	8 339 108	13 605 775	L45	Fonds pour risques financiers généraux		
D36	Corporelles	65 618 791	13 821 428	51 797 363	11 377 747	L50	Primes liées au capital		
D40	Immobilisations hors exploitation					L55	Réserves	91 427 432	91 427 432
D41	Incorporelles					L56	Réserve générale	91 427 432	91 427 432
D45	Corporelles					L57	Réserves facultatives		
	Immobilisations acquises par réalisation de garantie					L58	Autres réserves		
D46	Incorporelles					L59	Ecart de réévaluation des immobilisations		
D47	Corporelles					L60	Capital	30 865 000	28 065 000
						L61	Capital appelé	30 865 000	28 065 000
D50	Crédit bail et opérations assimilées					L62	Capital non appelé		
D51	Crédit-bail					L65	Fonds de dotation		
D52	L.O.A.					L70	Report à nouveau (+ou-)	47 018 915	
D53	Location-vente					L75	Excédent des produits sur les charges	25 653 367	47 018 915
						L80	Résultat de l'exercice (+ou-)	25 653 367	47 018 915
D60	Créances rattachées					L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	25 653 367	47 018 915
						L82	Excédent ou déficit de l'exercice		
D70	Créances en souffrance								
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus								
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus								
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus								
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIES OU MEMBRES								
E02	Actionnaires, associés ou membres, capital non appelé								
E03	Actionnaires, associés ou membres, capital appelé non versé								
E05	EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS								
E90	TOTAL DE L'ACTIF	2 625 028 715	21 695 055	2 603 333 660	2 405 207 035	L90	TOTAL DU PASSIF	2 603 333 660	2 405 207 035

Poste	Charges	déc-12	déc-11	Poste	Produits	déc-12	déc-11
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	101 889 341	100 117 633	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	61 999 512	61 360 217
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs			V1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	2 208 066	99 348
R1B	Organe financier			V1B	Organe financier		
R1C	Caisse centrale			V1C	Caisse centrale		
R1D	Tresor public			V1D	Tresor public		
R1E	CCP			V1E	CCP		
R1F	Banques et correspondants			V1F	Banques et correspondants	2 208 066	99 348
R1H	Etablissements financiers			V1H	Etablissements financiers		
R1I	SFD			V1I	SFD		
R1K	Autres institutions financières			V1K	Autres institutions financières		
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs			V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	59 791 446	61 260 869
R1N	Dépôts à terme reçus			V1Q	Intérêts sur Dépôts à terme constitués	59 791 446	61 260 869
R1P	Dépôts de garantie reçus			V1R	Intérêts surs Dépôts de garantie constitués		
R1Q	Autres dépôts reçus			V1S	Intérêts sue Autres dépôts constitués		
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	101 666 666	95 277 777	V2A	Intérêts sur comptes de prêts		
R2F	Intérêts sur emprunts à moins d'un an			V2C	Intérêts sur prêts à moins d'un an		
R2G	Intérêts sur emprunts à terme	101 666 666	95 277 777	V2G	Intérêts sur prêts à terme		
R2R	Autres intérêts			V2Q	Autres intérêts		
R2T	Divers intérêts			V2S	Divers intérêts		
R2Z	Commissions	222 675	4 839 856	V2T	Commissions		
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	9 343 595		V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	102 346 751	85 776 330
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	9 343 595		V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	101 475 751	85 317 330
R3D	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	1 232 709		V3G	Autres crédits à court terme	14 064 345	8 647 406
R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	8 110 886		V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	87 411 406	76 669 924
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial			V3N	Intérêts sur crédits à long terme		
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus						
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus						
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues			V3R	Autres intérêts		
R3Q	Autres intérêts			V3T	Divers intérêts		
R3T	Commissions			V3X	Commissions	871 000	459 000
	MARGES D'INTERET BENEFICIAIRE	53 113 327	47 018 914		MARGES D'INTERET DEFICITAIRE		
	TOTAL CHARGES D'INTERETS	111 232 936	100 117 633		TOTAL PRODUITS D'INTERETS	164 346 263	147 136 547
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES			V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	696 849	
R4C	Charges et pertes sur titres de placement			V4C	Produits et profits sur titre de placement		
R4K	Charges sur opérations diverses			V4E	Produits sur opérations diverses	696 849	
R4N	Commissions			V4F	Commissions		
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES			V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
R5C	Frais d'acquisition			V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés		
R5D	Étalement de la prime			V5D	Dividende et produits assimilés sur titre de participation		
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES			V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT BAIL et OPERATIONS ASSIMILEES		
R5G	Charges sur opérations de crédit bail			V5H	produits sur opérations de crédit bail		
R5H	Dotation aux amortissements			V5J	Loyers		
R5J	Dotation aux provisions			V5K	reprises de provisions		
R5K	Moins-value de cession			V5L	plus-values de cession		
R5L	Autres charges			V5M	autres produits		
R5M	Charges sur opérations de location avec option d'achat			V5N	produits sur opérations de location avec option d'achat		
R5N	Dotation aux amortissements			V5P	Loyers		
R5P	Dotation aux provisions			V5Q	reprises de provisions		
R5Q	Moins-value de cession			V5R	plus-values de cession		
R5R	Autres charges			V5S	autres produits		
R5S	Charges sur opérations de location-vente			V5T	produits sur opérations de location vente		
R5T	Dotation aux amortissements			V5V	Loyers		
R5U	Dotation aux provisions			V5W	reprises de provisions		
R5V	Moins-values de cession			V5X	plus-values de cession		
R5X	Autres charges			V5Y	autres produits		
R5Y	Charges sur emprunts et titres émis subordonnés						
R6A	CHARGES SUR OPERATIONS DE CHANGE			V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGES		
R6B	Perte sur opérations de change			V6B	Gains sur opérations de change		
R6C	Commissions			V6C	Commissions		
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN			V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN		
R6K	Charges sur engagements de financements reçus des institutions financières			V6K	Produits sur engagements de financements donnés aux institutions financières		
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières			V6L	produits sur engagements de garantie donnés institutions financières		
R6L	Charges sur engagements de financements reçus des membres, clients ou bénéficiaires			V6N	produits sur engagements de financements donnés aux membres, clients ou bénéficiaires		
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, bénéficiaires ou clients			V6P	produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients		
R6S	Charges sur engagements sur titres			V6Q	produits sur engagements sur titres		
R6T	Charges sur autres engagements reçus			V6R	produits sur autres engagements donnés		
				V6S	Produit sur les opérations effectuées pour le compte de tiers		
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS			V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS		
R6W	Charges sur les moyens de paiement			V6V	produits sur les moyens de paiement		
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers			V6W	Autres produits sur prestations de services financiers		
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIERE			V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIERE		
R7B	Moins-values sur cession d'éléments d'actif			V7B	Plus-values sur cession d'éléments d'actif		
R7C	Transferts de produits d'exploitation financière			V7C	Transferts de charges d'exploitation financière		
R7D	Diverses charges d'exploitation financière			V7D	Divers produits d'exploitation financière		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	696 849			AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES	696 849	
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETTES				AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS		
	MARGE D'INTERET BENEFICIAIRE	53 113 327	47 018 914		MARGE D'INTERET DEFICITAIRE		
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	696 849			AUTRES CHARGES FINANCIERES NETTES		
	PRODUIT FINANCIER NET	53 810 176	47 018 914		CHARGE FINANCIERE NETTE		
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	3 783 863	1 342 000		VENTE		
R8G	Achats de marchandises	3 783 863	1 342 000	V8B	MARGE COMMERCIALE		
R8J	Stocks vendus			V8C	VENTES DE MARCHANDISES		
R8L	Variations positives de stocks de marchandises			V8D	VARIATIONS NEGATIVES DE STOCKS DE MARCHANDISES		
	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	146 372 508	131 781 830		PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	111 322 390	130 872 895
S02	FRAIS DE PERSONNEL	83 160 931	88 650 895				
S03	Salaires et traitements	74 120 405	86 478 895	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	497 423	
S04	Charges sociales	7 040 526	2 172 000	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires		
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	2 000 000		W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues		
S1A	IMPÔTS ET TAXES	12 000		W4G	Plus-values de cession		
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations			W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des imp	12 000		W4J	Sur immobilisations financières		
S1D	Impôts directs			W4K	Revenus des immeubles hors exploitation		
S1G	Impôts indirects			W4L	Transferts de charges d'exploitation non financière		
S1H	Droits d'enregistrement et de timbre	12 000		W4M	Charges refacturées		
S1J	Impôts et taxes divers			W4N	Charges à «partir sur plusieurs exercices		

S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes			W4P	Autres transferts de charges		
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	49 609 671	37 380 000	W4Q W50	Autres produits divers d'exploitation PRODUCTION IMMOBILISEE	497 423	
S2B	Services extérieurs	20 920 519	15 073 400	W51	Immobilisations corporelles		
S2C	Redevances de crédit-bail			W52	Immobilisations incorporelles		
S2D	Loyers	7 272 000					
S2F	Charges locatives et de co-propriété	945 880	400 000	W53	SBVENTIONS D'EXPLOITATION	110 824 967	130 872 895
S2H	Entretien et réparations	12 542 639	11 593 000				
S2J	Primes d'assurance			X50	REPRISES DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX		
S2K	Etudes et recherches						
S2M	Frais de formation du personnel	160 000	2 180 400	X51	REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
S2L	Divers		900 000	X54	Reprises d'amortissements des immobilisations		
S3A	Autres services extérieurs	25 767 752	21 863 900	X56	Reprises de provisions sur immobilisations		
S3B	Personnel extérieurs à l'institution		468 000	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 045 000	5 770 000	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	9 115 300	4 004 000	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		
S3G	Transports de biens			X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		
S3J	Transports collectifs du personnel			X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	2 601 310	8 311 900	X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	2 177 450	791 000	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	2 828 692	2 519 000	X6J	Récupération sur créances amorties		
S3P	Divers			X6I	Reprises de provisions règlementées		
S4A	Charges diverses d'exploitation	2 921 400	442 700	X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 177 172	5 750 936
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs assimilées			X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	502 500					
S4K	Moins-value de cession sur immobilisations						
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	Sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4Q	Produits rétrocédés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	2 418 900	442 700				
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX						
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	13 177 171	5 750 935				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	13 177 171	5 750 935				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	412 735					
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	412 735					
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	51 467					
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 6 mois à 12 mois au plus	361 268					
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 12 mois à 24 mois au plus						
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif						
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges						
T6J	Dotations aux provisions règlementées						
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes des provisions						
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions						
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLE	2 500 000	3 500 000				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS						
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS						
L80	EXCEDENT	25 653 367	47 018 915	L80	DEFICIT		
T84	TOTAL CHARGES	289 542 674	283 760 378	X84	TOTAL PRODUITS	289 542 674	283 760 378

S3A	Autres services extérieurs	25 767 752	21 863 900	X6B	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES		
S3B	Personnel extérieurs à l'institution		468 000	X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance		
S3C	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9 045 000	5 770 000	X6D	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus		
S3E	Publicité, publications et relations publiques	9 115 300	4 004 000	X6E	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		
S3G	Transports de biens			X6F	Reprises de provisions sur créances en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		
S3J	Transports collectifs du personnel			X6G	Reprises de provisions pour dépréciation des autres éléments d'actif		
S3L	Déplacements, missions et réceptions	2 601 310	8 311 900	X6H	Reprises de provisions pour risques et charges		
Poste	Charges	Déc 2012	Déc 2011	Poste	Produits	Déc 2012	Déc 2011
S3M	Achats non stockés de matières et fournitures	2 177 450	791 000	X6J	Récupération sur créances amorties		
S3N	Frais postaux et frais de télécommunication	2 828 692	2 519 000	X6I	Reprises de provisions réglementées		
S3P	Divers						
S4A	Charges diverses d'exploitation	2 921 400	442 700	X8o	PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 177 171	5 750 935
S4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs assimilées			X8i	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
S4D	Indemnités de fonction versées						
S4I	Frais de tenue d'assemblée	502 500					
S4K	Moins-valeur de cession sur immobilisations						
S4L	Sur immobilisations corporelles et incorporelles						
S4M	Sur immobilisations financières						
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financière						
S4O	Produits rétrocedés						
S4R	Autres transferts de produits						
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financière	2 418 900	442 700				
T5o	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX						
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	13 177 171	5 750 935				
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir						
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation	13 177 171	5 750 935				
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitation						
T56	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations en cours						
T57	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation						
T58	Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations hors exploitation						
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	412 735					
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	412 735					
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus	51 467					
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 6 mois à 12 mois au plus	361 268					
T6F	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 12 mois à 24 mois au plus						
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif						
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges						
T6J	Dotations aux provisions réglementées						
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes des provisions						
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions						
T8o	CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 500 000	3 500 000				
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS						
T82	IMPOTS SUR LES EXCEDENTS						
L8o	EXCEDENT	25 653 367	47 018 915	L8o	DEFICIT		
T84	TOTAL CHARGES	289 542 674	283 760 378	X84	TOTAL PRODUITS	289 542 674	283 760 378

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

il d'administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :
. le contrôle des états financiers annuels de la MA2E tels qu'ils sont annexés au présent rapport ;
. les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels (bilan, comptes de résultat et états annexés) ont été élaborés sous la responsabilité de la Direction Générale. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les états financiers.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession : ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner par sondage, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à préciser les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A l'issue de nos contrôles et vérifications, nous sommes d'avis que les comptes annuels de la MA2E sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de l'exercice 2011.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Fait à Abidjan, le 20 Juin 2013

Le commissaire aux comptes,

Bernard Dansou GOVOEI

Expert comptable DPLG

Commissaire aux comptes

Etudis Conseils Afrique

Abidjan

08 BP 1302 Abidjan 08 - CI

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique applicable dans les Etats parties au Traité de l'OHADA, relatives à la réglementation des conventions intervenues entre la société et ses dirigeants, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial sur les opérations visées par lesdites dispositions.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Au titre de l'exercice 2011, nous n'avons pas été informés de conventions intervenues entre MA2E et l'un des membres de son conseil d'administration ou son Directeur Général.

Fait à Abidjan, le 20 Juin 2013

Le commissaire aux comptes,

Bernard Dansou GOVOEI

Expert comptable DPLG

Commissaire aux comptes

Etudis Conseils Afrique

Abidjan

08 BP 1302 Abidjan 08 - CI

Le Conseil d'administration



Kakou Dominique



Zadi Eugène



Kouassi Mathias



Kouadio Amani



Coulibaly Aïcha



Da Cruz Dominique



Sanogo Abdoulaye



Kodjo Bervelle



Dégni-Ségui Alice



Sié Lambert



Ehui E. Eugène



Kouadio K. Bernadin

Les Présidents des autres Organes



Ebah Basile
(Déontologie)



Guessennd Emilienne
(Surveillance)



N'drin Bonny Emma
(Crédit)

La Gérance et le Personnel



Laubhouet Marie-Thérèse
Gérant



Ségui K. Pelagie Annick
Gestionnaire de crédit



Kouassi D. Béatrice
Gestionnaire de crédit



Assi A. Anna Patricia
Gestionnaire de crédit



Kouassi A. Elisabeth
Assistante administrative



Kadja Koutoua
Comptable



Konan K. Daniel
Chauffeur

Elles nous font confiance



Siège social : Treichville, Boulevard de Marseille,
Immeuble DIT - 18 BP 1210 Abidjan 18 - Tél : 21 23 64 87
Fax : 21 23 64 90 - mutagents@cie.ci

Régie par l'ordonnance N° 2011-367 du 3 Novembre 2011 portant réglementation
des systèmes financiers décentralisés - Agrément N° A-1.1.9/09-03